



Internationale de l'Education

Rapport de la
Réunion annuelle de coopération
au développement

Bruxelles, 12-13 novembre 2012

Mot d'accueil et présentations

Fred van Leeuwen, Secrétaire général, a souhaité la bienvenue à l'assistance. Il a présenté de nouveaux/nouvelles participant(e)s du Brésil et de l'Argentine, en se réjouissant de ce que des organisations affiliées du Sud soient maintenant présentes autour de la table. Il a dit espérer que d'autres organisations membres du Sud rejoindraient encore le groupe Coopération au développement (CD) l'année prochaine.

Et de souligner 3 nouvelles initiatives:

- *Le réseau des responsables de la syndicalisation*, qui s'efforce de mobiliser l'expertise disponible au sein des organisations membres, en vue d'élaborer des stratégies,
- « *Occuper l'éducation* », qui aide les organisations membres à mieux s'armer pour assurer le dialogue social avec les autorités,
- *Le Partenariat mondial pour l'éducation (GPE)* auquel les organisations membres sont encouragées à participer.

Il a affirmé que le renforcement des compétences représentait la composante la mieux financée du programme de l'IE. Il a rappelé l'importance vitale de renforcer l'action en Birmanie, afin de soutenir le mouvement syndical émergent.

Il a également signalé que l'IE continuerait à promouvoir ses réseaux régionaux de femmes, qui ont prouvé leur contribution majeure au travail de l'organisation. Et de revenir sur l'initiative *L'éducation avant tout* du Secrétaire général de l'ONU, qui devrait faciliter l'action de l'IE en vue d'atteindre ses cinq objectifs prioritaires.

Le Secrétaire général a également expliqué que l'IE devrait réduire les dépenses en 2013, en raison de la perte de plus de 200 000 affiliés payant la pleine cotisation. Le Bureau exécutif de l'IE a décidé d'augmenter le plafond des cotisations de 1,7% et de réduire les dépenses prévues. Si le programme d'activités n'en pâtira pas, il n'en va pas de même pour les budgets relatifs à la gouvernance, à l'administration et au personnel. Le bureau sous-régional de l'IE pour les Caraïbes et l'Amérique du Nord sera fermé et la Caribbean Union of Teachers (CUT) sera invitée à prendre en charge les questions et les projets relatifs à la coopération au développement.

Avant de conclure, le Secrétaire général a remercié Virginia Albert-Poyotte et Aloysius Mathews pour le travail accompli durant toutes ces années, du fait que c'était la dernière réunion CD à laquelle ils assistaient.

Haldis Holst (Vice-présidente de l'UEN/Norvège et de l'IE), qui présidait l'assemblée, a remercié l'IE pour sa confiance. Elle a dit espérer apprendre beaucoup de toutes et tous les participant(e)s. Elle a demandé à chacun(e) de se présenter. Elle a fait savoir aux participant(e)s que Shashi Bala Singh serait la nouvelle Coordinatrice régionale en chef de l'IE pour la région Asie-Pacifique à partir de janvier 2013 et l'a félicitée.

Ière partie

La première partie de la réunion a été consacrée à l'impact de la crise économique mondiale sur la coopération au développement. Pour commencer, quatre syndicats ont fait part de leur expérience et de leur analyse de la situation que connaît leur pays, ainsi que des solutions possibles.

Richard Langlois (CSQ/Canada) a exposé le cas du Canada, qui a été épargné par la récession et a au contraire connu un développement économique positif. Cependant, la politique adoptée par le

gouvernement conservateur a entraîné des coupes sévères dans l'Aide officielle au développement (AOD) et un remaniement radical de l'aide au développement.

L'Agence canadienne de développement international (ACDI) lance actuellement des appels à projets et à propositions basés sur les nouvelles priorités en matière de politique et d'aide internationale. Les pays d'Afrique ne constituent plus une priorité et l'accent est maintenant placé sur les pays d'Amérique latine qui sont déjà des partenaires commerciaux du Canada.

Ces nouvelles politiques entraînent une procédure de soumission hautement politisée et complexe, dans laquelle les grandes organisations et les organisations confessionnelles sont privilégiées par rapport aux plus petites ONG et à celles qui critiquent la politique gouvernementale. Face aux difficultés rencontrées pour trouver des financements, les syndicats ont dû suspendre un grand nombre de projets en cours dans l'hémisphère sud.

Plus positivement, le glissement opéré par la politique gouvernementale a contraint les syndicats à accroître leur autonomie dans le choix des priorités, des pays et des partenaires, et à envisager d'autres sources de financement et des partenariats avec d'autres ONG et syndicats. Au niveau politique, le CSQ fait pression sur le gouvernement afin qu'il accroisse l'AOD et mette sur pied une agence de développement distincte au Québec.

Aux Pays-Bas, la crise économique a servi de prétexte pour réduire le budget alloué au développement et à l'aide internationale. **Trudy Kerperien** (AOB/Pays-Bas) a souligné la conception très négative de la coopération au développement due au succès croissant des partis de droite depuis dix ans. Et de faire référence aux résultats d'un sondage national qui montrent que la population se fait une image très négative de la coopération au développement et de son budget, et croit que des sommes considérables sont gaspillées ou dépensées de manière inadéquate. L'image s'est à ce point dégradée que le nouveau gouvernement, une coalition formée entre autres des socialistes, a décidé de nouvelles restrictions. La seule tendance positive émane des parlementaires fraîchement élu(e)s; il reste à espérer que leurs opinions rejailliront sur le débat et la prise de décisions.

Trudy a expliqué que l'AOb s'efforçait d'utiliser au mieux le budget restreint mis à sa disposition pour la coopération au développement et que le gouvernement soutenait toujours certains projets, ne fût-ce que pour des pays et des priorités triés sur le volet. Le syndicat dispose également d'un fonds de solidarité, auquel est automatiquement versé 0,7% des cotisations payées; il sert à financer des projets et à apporter une réponse rapide aux nouveaux développements mondiaux. L'AOb a par ailleurs décidé de ne pas mettre en place de système de transmission héréditaire, que certains syndicats utilisent afin de s'assurer des fonds pour la coopération au développement.

Trudy a également souligné que l'argent ne constituait pas tout et que des actions constructives et efficaces de coopération au développement reposent avant tout sur une vision et une planification stratégique à long terme. L'AOb envisage actuellement de revoir sa façon de travailler afin de compenser l'insécurité du financement en passant de projets à long terme à des actions plus brèves de démarrage et en encourageant la coopération entre partenaire du Sud.

Alex Davidson (CTF/Canada), a confirmé la description de Richard quant à la gravité et au caractère inquiétant de la situation au Canada, non sans faire remarquer qu'il était le second Canadien à prendre la parole. Il a expliqué que les problèmes liés aux régimes des pensions ne faisaient qu'alourdir le fardeau que la crise mondiale fait déjà peser sur le budget de l'Etat.

Alex a expliqué en détail comment l'ACDI utilise les fonds d'aide pour servir la cause des grandes entreprises, notamment en privilégiant les partenariats publics-privés, au lieu de remplir sa mission initiale. Il a également mis en garde contre la tentation, en temps de crise, de prendre des décisions à court terme, qui finiraient par fausser les valeurs ou estomper la notion de bonnes pratiques. D'un

point de vue syndical, il importe de rechercher des financements alternatifs sans perdre de vue qui en sont les bailleurs, afin d'éviter que les syndicats ne perdent leur autonomie. Une solution pourrait être de conclure de larges coalitions avec des partenaires aux opinions semblables, même en dehors du mouvement syndical.

Martin Rømer (Directeur européen du CSEE) a évoqué l'impact de la crise économique-financière dans les pays européens et sur leur budget de coopération au développement. Les pays européens dépendent étroitement l'un de l'autre en termes de relations commerciales et il semble peu probable que la situation économique change de manière radicale dans un avenir proche.

Les syndicats européens doivent trouver comment se montrer plus astucieux et plus efficaces et s'adapter au monde en pleine mutation. Le CSEE a essayé de soutenir ses membres en Europe centrale et de l'Est en indiquant toutes les possibilités de financement disponibles. La difficulté réside dans le fait que les mécanismes européens de financement de projets s'avèrent trop compliqués pour les organisations membres, en raison de la bureaucratie qu'ils supposent et des ressources nécessaires pour faire aboutir les demandes de financement. Trop souvent, ces fonds profitent aux grands consortiums privés. S'ils veulent soumettre des projets de qualité nécessitant des budgets élevés, les syndicats doivent par conséquent envisager des alliances de même envergure.

Le CSEE a réussi à faire financer des projets en matière d'éducation et d'emploi, mais ceux relatifs au développement demeurent un défi. Le CSEE a créé sa propre fondation afin de pouvoir bénéficier de fonds de l'Union européenne (UE).

Le mouvement syndical doit rechercher des fonds et des partenariats alternatifs et explorer plus avant l'encadrement communautaire des aides. Des conceptions et des approches plus claires et plus ciblées devraient être adoptées et il faudrait se montrer prêt à remettre en question et reconstruire le cadre actuel. Dans le contexte européen, le défi est lié aux différences et aux disparités croissantes entre le Nord et le Sud, et entre l'Est et l'Ouest, qui pèsent également sur les débats politiques actuels.

Débat

Haldis Holst constate le nombre d'expériences et de défis communs. En même temps, il apparaît clairement que la crise actuelle a frappé très durement certaines régions du monde, tandis que d'autres ont jusqu'ici été épargnées. Quantité de propositions très diverses sont mises sur la table, allant de la révision des stratégies actuelles de financement à des solutions plus créatives, sans pour autant compromettre nos valeurs.

Henrik Herber (Läraryrbundet, Suède) reconnaît la nécessité de trouver d'autres stratégies de financement, mais insiste sur le fait que les tendances actuelles peuvent s'inverser. Le débat actuel et le manque de compréhension doivent être remis en cause; nombreux sont ceux qui croient encore à une approche de l'éducation basée sur les droits.

Patricia Keefer (AFT/USA) évoque une série d'activités qui relevaient auparavant de l'aide et du développement, comme la construction d'écoles et d'hôpitaux, et qui sont maintenant assimilées à des mesures anti-insurrectionnelles et dépendent donc d'une autre institution, du département de la Défense, par exemple. Cela représente un défi à de nombreux niveaux, entre autres parce que les syndicats ne sont pas habitués à coopérer avec les départements en question. Elle ajoute que les syndicats d'enseignant(e)s s'inquiètent également du fait que l'accent est placé loin de leurs propres priorités, dans les aides allouées. Elle réaffirme la nécessité de souligner les priorités de l'IE en termes de qualité de l'éducation, même si les syndicats souffrent de la crise.

Richard Langlois présente la taxe sur les transactions financières comme une ouverture intéressante pour le mouvement syndical mondial, et un processus dans lequel les syndicats devraient jouer un rôle important.

Fatima da Silva (CNTE/Brésil) appelle à un débat politique sur les droits des travailleuses et des travailleurs, et une révision de l'approche du développement et de la coopération au développement. La crise n'est pas seulement financière, elle est aussi politique et les syndicats ont un rôle énorme à jouer en réaffirmant leurs valeurs.

Flemming Sorensen (DLF/Danemark) pointe les problèmes dont souffre le système économique actuel et le fait qu'il soit considéré comme acquis et immuable. Il appelle à un débat et à une renégociation des fondements du système économique.

Agnès Breda (Consultante de l'IE) marque son soutien à la coopération Sud-Sud et invite à poursuivre le travail et le développement à ce niveau.

2e partie

La deuxième partie est consacrée à l'unité des syndicats d'enseignant(e)s. Elle commence par les exposés de **Shashi Bala Singh**, Coordinatrice régionale pour l'Asie-Pacifique, et d'**Assibi Napoe**, Coordinatrice régionale en chef pour l'Afrique.

Shashi Bala Singh a constaté que la question de l'unité constitue un problème important dans sa région, qui compte 76 organisations membres pour seulement 38 pays. Elle a expliqué qu'une multitude de petits syndicats représentent une faible proportion du professorat dans les pays concernés. Au Sri Lanka, par exemple, les six organisations membres de l'IE ne représentent même pas 30% du corps enseignant du pays. Les raisons de cette fragmentation sont multiples:

- certains syndicats reposent sur une langue, une appartenance ethnique ou une idéologie particulière, ou n'affilient des membres que d'une ou quelques régions;
- le gouvernement a créé ses propres syndicats afin de diviser le corps enseignant;
- certains syndicats laissent des enseignant(e)s retraité(e)s à leur tête, repoussant ainsi les jeunes, ou sont menés par des dirigeant(e)s non démocratiques qui ne respectent pas les statuts mais craignent de perdre les activités CD;
- les syndicats existants sont faibles, ne défendent pas la cause des enseignant(e)s et/ou manquent de transparence;
- la privatisation croissante et la multiplication des enseignant(e)s contractuel(le)s affaiblit encore davantage les syndicats.

Shashi a souligné la nécessité d'agir. Les solutions envisageables:

- aider les organisations membres à devenir des syndicats dignes de ce nom et des prestataires de services pour leurs membres;
- aider les organisations membres à prévenir les enseignant(e)s des risques que présentent les organisations gouvernementales;
- assurer une formation en matière de droits syndicaux;
- encourager les membres à former des fédérations lorsque la fusion n'est pas possible;

- organiser des campagnes d'affiliation;
- organiser des programmes et des activités conjoints;
- motiver les femmes et les jeunes à occuper des postes dirigeants,
- chercher comment rendre les petites organisations plus autonomes.

D'après **Assibi Napoe**, l'Afrique connaît une situation relativement similaire à l'Asie. Elle a rappelé que la 6e Conférence régionale africaine (2007) avait pour thème principal 'Unis pour une éducation de qualité et un développement social durable'. Une résolution visant à renforcer l'unité a été adoptée lors de la conférence suivante, en 2010. Depuis lors, l'unité syndicale est devenue une priorité du Bureau régional pour l'Afrique. Comme en Asie, la fragmentation est due à des causes multiples : existence de syndicats sectoriels (primaire, secondaire, assistants, etc.); renouvellement constant du paysage politique africain; nouvelle dynamique organisationnelle; manque de démocratie interne; tutelle des partis politiques sur les syndicats ou encore égoïsme et arrivisme des dirigeant(e)s non réélu(e)s. Les conséquences sont dramatiques : effondrement du processus de négociation collective, exploitation des rivalités par les autorités, perte de crédibilité et désintérêt pour la cause syndicale.

Assibi a fait état du lancement d'un projet pilote au Cameroun depuis 2009, avec l'appui de Lärarförbundet. Le projet connaît même une extension avec l'appui de l'UEN. Afin de remédier au problème de la fragmentation, elle a en outre suggéré le rétablissement d'une culture syndicale et d'un dialogue intersyndical entre toutes les organisations d'un pays, le renforcement des compétences par la formation des dirigeant(e)s et des membres, la création de plateformes conjointes, le développement des organisations et la coopération inclusive au développement. Des initiatives régionales telles que le réseau de femmes (AWEN), les programmes éducatifs pour les enfants et autres projets de CD peuvent également contribuer à renforcer l'unité.

Débat

Richard Langlois affirme que la question de l'unité est délicate pour les syndicats du Nord car ils pourraient être accusés d'ingérence ou de paternalisme s'ils demandent aux organisations membres du Sud de collaborer.

Combertty Rodriguez (Coordinateur régional en chef de l'IE, Amérique latine) suggère que l'on collationne toutes les informations relatives à la fragmentation des syndicats dans un seul document et qu'on le communique aux dirigeant(e)s de l'IE de sorte qu'ils puissent agir.

Pour **Chris Weavers** (NASUWT/Royaume-Uni), la crédibilité de l'IE repose sur celle de ses membres. Il met en garde contre l'unité pour le principe car la fusion de syndicats peu efficaces ne peut pas donner un syndicat fort.

Paula Engwall (Lärarförbundet/Suède) estime que ce genre de problèmes ne peut se résoudre du jour au lendemain et qu'il pourrait falloir des années pour obtenir des résultats. La situation diffère d'un pays à l'autre. Il serait bon de procéder à une analyse ou une étude de base. Peut-être pourrait-on élargir la politique de CD dans ce sens?

Flemming Sorensen met en garde contre la fixation d'un nombre maximum de syndicats. Des syndicats démocratiques, qui possèdent des statuts, doivent être reconnus. En Afrique de l'Est, les syndicats ont discuté du problème des dissidents. Peut-être n'ont-ils pas encore trouvé de solution, mais ils en ont discuté. Ce n'est pas forcément idéal d'avoir un syndicat fort et unitaire dans chaque pays car la concurrence peut être bénéfique.

Agnès Breda trouve que l'unité est capitale si l'on veut un mouvement syndical puissant. Elle rappelle la fusion de l'IE avec la CMOPE, lors de laquelle de petits syndicats ont rejoint l'IE et en font encore toujours partie, qu'on le veuille ou non. Nous devons viser l'unité par le biais de projets de CD.

3e partie

La troisième partie a été consacrée à la coopération Sud-Sud en matière de renforcement des compétences. **Fatima da Silva** de la CNTE/Brésil et **Eduardo Pereyra** de la CTERA/Argentine ont présenté un exposé et fait part de leur expérience en Amérique latine.

Fatima da Silva a annoncé que les syndicats brésiliens sont désormais capables d'organiser des élections et le paiement de cotisations, entre autres, grâce à la solidarité des syndicats du Nord. Elle a rappelé la formation des dirigeant(e)s de la CNTE par Lärarförbundet. La CNTE est prête à aider d'autres syndicats de la région et à transmettre ce qu'elle a appris. Depuis Lula, le Brésil est conscient de sa dette envers les peuples indigènes et l'Afrique, et a mis en place une coopération étroite avec les pays lusophones en matière d'éducation, de santé et d'agriculture. De même, la CNTE a développé des liens solides avec les syndicats de tous les pays lusophones et les a invités à un séminaire au Brésil. La CNTE coopère également avec des syndicats au Timor oriental et en Haïti. Pour Fatima, il est temps que les syndicats du Sud fournissent leur part. La solidarité n'est pas une question d'argent, elle consiste à montrer aux organisations sœurs comment s'organiser. Bien que la CNTE ne dispose pas d'un budget élevé pour l'instant, elle pourrait financer quelques projets à venir.

Eduardo Pereyra a expliqué qu'en Argentine, les efforts n'aboutissent pas toujours à du concret en raison des centres d'intérêts divergents et de l'ego des dirigeantes et dirigeants syndicaux. Quant à la situation politique en Amérique latine, les gouvernements des différents pays regardent pour la première fois dans la même direction – en direction du changement – depuis l'époque de l'indépendance, dans les années 1800! La coopération n'est pas qu'une question financière. Elle passe également par la sensibilisation des syndicalistes. La coopération avec les pays du Nord s'est avérée utile en temps de crise et dans la lutte contre le néolibéralisme. La situation que connaît à présent la région nécessite une coopération internationale. Il faut un projet de société plus équitable, basée sur une meilleure répartition des richesses, du travail et du savoir, sur lequel les syndicats d'enseignant(e)s devraient se concentrer. La coopération Sud-Sud importera plus que jamais. Idéalement, les pays du Sud devraient mettre leurs ressources et leurs connaissances en commun. Les ressources sont une denrée rare au sein des syndicats, mais des engagements peuvent être pris. La coopération Sud-Sud crée des liens forts entre travailleuses et travailleurs.

Débat

Henrik Herber fait remarquer que l'expérience latino-américaine profite à chacune et chacun de nous et que la solidarité n'est effectivement pas qu'une question d'argent.

Carmen Vietes (FETE-UGT/Espagne) suggère que l'on exporte ce qu'ont fait le Brésil et l'Argentine. Le modèle latino-américain devrait être exploré. Les syndicats contribuent très activement à la construction d'une nouvelle réalité sociétale, un nouveau paradigme qui pourrait apporter une solution à la crise actuelle.

Assibi Napoe explique que la coopération avec les syndicats de l'Afrique lusophone est vitale. Les communications ont toujours été compliquées, en raison de la langue, et les syndicats de ces pays se sont sentis isolés. L'expérience latino-américaine de la coopération Sud-Sud constitue un modèle pour d'autres régions. En Afrique, des syndicats s'engagent dans la coopération Sud-Sud, notamment la GNAT/Ghana, le SADTU/Afrique du Sud et le NUT/Nigeria. Il est temps que l'Afrique s'organise et cesse de compter sur l'aide extérieure.

Virginia Albert (Coordinatrice régionale de l'IE, Caraïbes) remercie le Nord, au nom de la sous-région des Caraïbes, pour l'aide apportée, mais pense qu'il serait bon de réévaluer la coopération Nord-Sud. Il est important de gagner son autonomie par rapport à l'aide extérieure, qui ne sera pas éternellement disponible. Et de citer les cinq phases de la coopération: préparation, orientation, construction, consolidation et durabilité. Les pays des Caraïbes entament la dernière. Dans la coopération Sud-Sud, les réseaux sont importants pour partager l'expérience et le savoir. Les partenaires en CD devraient soutenir ces efforts.

Gabriella Bonilla (Coordinatrice régionale de l'IE, Amérique latine) trouve que les membres de l'IE effectuent le travail à la place de celle-ci. Plus souvent qu'il ne faut, les organisations membres font ce que devrait faire le Bureau régional. Ce sont elles qui convainquent d'autres syndicats de s'affilier.

Flemming Sorensen évoque ce qu'il a observé en Afrique de l'Est, où les syndicats collaborent à l'échelle sous-régionale. Au Kenya, le KNUT, un syndicat très puissant, a partagé son expérience avec le TTU/Tanzanie, qui à son tour est devenu puissant et a aidé le syndicat de Zanzibar. Il a encore fait de même au Rwanda et au Burundi. Toute cette coopération n'est partie de rien. Des réunions régionales aident les syndicats à s'orienter.

Pour **Pedro González López** (FE.CC.OO/ Espagne), la stratégie de coopération de l'IE ne peut fonctionner que si ses membres jouent franc jeu. Il s'agit de résoudre le problème de la perception des cotisations.

Combertty Rodriguez souligne que les discussions relatives à la coopération Sud-Sud montrent que nous sommes passés à un autre stade dans l'histoire syndicale. La coopération doit maintenant évoluer vers une consolidation et vers l'autonomie politique des syndicats. Les dirigeant(e)s nationaux doivent appliquer des mesures au niveau national.

Nicolás Richards signale que de nouveaux éléments nous ont amenés à revoir notre stratégie. Celle-ci devrait intégrer la vision qu'ont les syndicats du Sud de la coopération. Il faudrait revoir à la fois le type de solidarité nécessaire et la manière de la mettre en œuvre. Les Comités régionaux devraient mettre en place une coopération transversale, dans le cadre de la stratégie de l'IE. C'est la seule manière de rendre la solidarité durable, sous peine de voir les syndicats du Sud continuer à dépendre de la coopération avec le Nord.

Haldis Holst estime qu'il faudrait également une coopération Sud-Nord (pas seulement N-S et S-S). Les syndicats du Nord ont à apprendre de ceux du Sud, pour que nous n'oublions jamais notre identité de syndicalistes.

Fatima da Silva constate des contradictions entre les politiques des gouvernements démocratiques d'Amérique latine, pas toujours disposés à céder le pouvoir au peuple. L'opposition est marquée dans certains pays et de nombreuses grèves ont eu lieu. Le Honduras et le Paraguay illustrent bien la méthode à suivre. Au Brésil, le gouvernement de Lula a effacé la dette de plusieurs pays d'Afrique. Il a demandé pardon pour l'esclavage. Ce qui suggère que la coopération est une question d'expérience et de stratégie. En dépit de ces succès, nous devons clairement affirmer le rôle des syndicats et l'importance de leur indépendance vis-à-vis des gouvernements.

Aloysius Mathews (Coordinateur régional en chef de l'IE, Asie-Pacifique) se demande si l'on peut arriver à une coopération Sud-Sud fructueuse dans la région Asie-Pacifique, étant donné la diversité de populations, de langues, de religions et de régimes politiques. Avant de parler de coopération Sud-Sud, il faut une certaine unité entre des syndicats viables au sein d'un pays. Dans certains pays de la région, la population est si diversifiée qu'il y a désunion. La langue constitue également une lourde barrière. A cet égard, l'Asie-Pacifique se distingue de l'Amérique latine, où des populations de différents pays partagent énormément de points communs, notamment la langue. Dans la région Asie-Pacifique, les syndicats misent avant tout sur les salaires et les conditions de travail. Il existe une

coopération efficace entre les réseaux de femmes, parce que leurs membres partagent les mêmes problèmes ainsi qu'un programme. Mais ce type de réseaux ne fonctionnerait pas dans d'autres domaines ni en matière d'éducation: les syndicats d'un même pays n'arrivent déjà pas à discuter de ces sujets. Dans certains pays d'Asie, le mouvement syndical n'est tout bonnement pas viable. A un autre propos, Aloysius se dit inquiet d'une éventuelle coopération Sud-Sud entre syndicats islamiques en vue d'islamiser la région.

Haldis Holst a remercié les participant(e)s pour ce débat fructueux et a conclu en constatant que la coopération ne pouvait être mise en œuvre de la même manière partout.

4^e partie

La quatrième partie a été consacrée à la coopération et la recherche pour le développement.

Guntars Catlaks, Coordinateur Recherche de l'IE, et **David Robinson** de l'ACPPU/Canada ont prononcé un court exposé avant d'inviter les participant(e)s à un débat sur l'importance d'une culture de la recherche au sein des syndicats.

Guntars Catlaks a présenté le travail de recherche de l'IE comme un outil de soutien aux stratégies de l'organisation. Dans les pays en développement, les gouvernements et les institutions devraient s'intéresser davantage aux indicateurs, tandis que l'OCDE encourage l'utilisation de ses outils de mesure à l'échelle mondiale pour rendre les systèmes éducatifs plus performants. Ces différentes tendances devraient être prises en considération dans les activités de CD. Le réseau de recherche de l'IE débat de l'influence que peut avoir l'IE tant sur le développement que sur l'utilisation d'indicateurs, ainsi que des mesures à prendre. L'IE a joué un rôle influent dans plusieurs études de l'OCDE. Un nombre croissant d'organismes internationaux souhaite mesurer l'apprentissage dans les pays en développement. Cette tendance n'est pas sans risques, dans le sens où les gouvernements pourraient être tentés de choisir ce qu'ils subventionnent ou non, ce qui se répercutera sur les enseignant(e)s. L'impact est encore pire dans les pays en développement. Que peut-on faire pour contrer cette tendance? Pouvons-nous élaborer nos propres indicateurs afin de mesurer la qualité et l'accès à l'éducation dans les pays en développement?

David Robinson a rapporté la conclusion d'une réunion sur la coopération au développement à laquelle il a assisté. A propos de la recherche, les participant(e)s ont insisté sur le partage de connaissances et sur le développement des compétences au niveau national. La recherche doit alimenter notre travail de défense mais des études plus fondamentales sont également nécessaires pour mieux comprendre les syndicats de l'éducation et leurs préoccupations. La recherche doit étayer le travail de négociation collective. Les gouvernements demandent de plus en plus et les syndicats doivent s'organiser pour avancer des contre-propositions. David fait également part aux participant(e)s de son expérience relative à un projet que son syndicat mène à bien avec le NAGRAT/Ghana sur la taille des classes et la charge de travail. Le gouvernement ghanéen soutient que la taille des classes n'exerce aucun impact sur les résultats scolaires, alors que toutes les études réalisées indiquent le contraire. L'ACPPU a aidé à élaborer un questionnaire destiné à recueillir des données précises concernant le nombre d'élèves par classe et le syndicat se servira des résultats dans ses négociations avec le gouvernement. L'ACPPU aimerait également mettre sur pied un groupe de chercheuses et chercheurs canadiens et ghanéens pour rassembler des expériences et du savoir-faire. Une manière de faire évoluer la recherche en matière de coopération au développement.

Combertty Rodriguez a affirmé qu'il était nécessaire d'instaurer une culture de la recherche au sein du mouvement syndical. Il a rappelé que l'IE ne réalise des études que depuis 10 ans. Les structures régionales manquent d'expérience en la matière. Mais au Brésil, en Argentine et en Colombie, certains syndicats s'y attèlent. En Amérique latine, des études sur la formation des enseignant(e)s, par exemple, sont souvent réalisées sur cinq ans. Elles devraient être menées tant à l'échelle

mondiale que régionale et nationale. Mais rares sont les syndicats qui peuvent se permettre d'investir dans la recherche, qui coûte cher. La recherche devrait faire partie intégrante des stratégies des syndicats et devrait étayer leurs actions politiques. Le Comité régional pour l'Amérique latine aimerait créer un observatoire des politiques éducatives après avoir lancé un mouvement pédagogique d'ampleur régionale. Les enseignant(e)s ont été invité(e)s à des consultations à propos des réformes de l'enseignement. Des études relatives à la situation des fonctionnaires de l'éducation devraient bientôt débiter.

Débat

Richard Langlois constate que les études font la force des syndicats. Et d'ajouter qu'il serait utile de réaliser un inventaire des études nationales, s'il n'en existe pas encore.

Jens Vrå-Jensen (DM/Danemark) explique l'importance capitale de savoir comment utiliser les données de recherche.

Haldis Holst acquiesce et insiste sur la formation des délégués syndicaux à l'utilisation des résultats et des données de recherche.

Gabriella Bonilla demande s'il serait possible de disposer d'indicateurs mondiaux communs relatifs à la qualité de l'éducation.

Eduardo Pereyra rapporte que, lors de la dernière réunion du MERCOSUR, il a été dit que l'étude PISA ne reposait que sur un échantillon de 29 écoles à Shanghai, pour une population de 26 millions d'habitants. Selon lui, ce programme a été mis en place pour critiquer les systèmes éducatifs.

5e partie

La dernière partie porte sur la planification stratégique en matière de CD. **Jefferson Pessi**, Coordinateur de l'IE pour l'Education et l'Emploi, a présenté le sujet avant de céder la place à un débat plénier.

Jefferson Pessi a expliqué que l'on considère en général la planification stratégique comme chose acquise, alors qu'elle ne représente que la partie visible de l'iceberg. Il importe de d'abord cerner le contexte dans lequel évoluent les syndicats, y compris leurs ressources et leurs problèmes. Il s'agit également d'évaluer le savoir-faire et les ressources humaines et techniques nécessaires, de connaître les bonnes et mauvaises pratiques et de bien percevoir les compétences et la culture de l'organisation. Une communication efficace aux différents niveaux de l'organisation devrait être assurée de sorte que les membres se l'approprient en y contribuant. L'étalonnage des performances est tout aussi fondamental que le suivi et l'évaluation. La centralisation et la décentralisation constituent des défis. Enfin, il y a la pensée critique et la nécessité de réfléchir aux résultats, de les documenter et d'en tirer les leçons. Pour promouvoir la planification stratégique, nous devons laisser de côté notre propre programme de sorte à décider en connaissance de cause, à combler le fossé entre le bureau de planification et la classe, à innover, à ne pas adopter des solutions à la hâte et à trouver un équilibre entre facilitation et conseil.

Débat

Gabriella Bonilla ajoute que le bureau régional pour l'Amérique latine a édité une brochure sur la planification stratégique - [Tres pasos esenciales para una planificación básica](#) – avec le soutien de l'UEN. Elle constitue non pas une recette mais une ligne directrice. Le recours à la planification stratégique doit relever d'une décision politique du syndicat concerné. Mais elle reste un outil, pas un but en soi.

Shashi Bala Singh constate que les organisations membres ont des tas de recettes différentes et les partenaires en CD différentes méthodes de planification. Cela crée parfois la confusion. Nous devrions plus nous concentrer sur le plan stratégique que sur les problèmes. Le but est d'aider les syndicats.

Virginia Albert rappelle qu'il y a très peu de syndicalistes à temps plein. La plupart enseignent à temps partiel. Une nouvelle série de formations des dirigeant(e)s vient de démarrer dans les Caraïbes. La planification stratégique est abordée dans les cours.

Haldis Holst conclut en disant que la planification est un processus à long terme.

6^e partie

Les membres de l'Unité des Programmes de Solidarité et Développement, **Delphine Sanglan** et **Nicolás Richards**, suggèrent aux participant(e)s de tirer les conclusions/recommandations suivantes de la réunion.

1^{ère} partie: *Impact de la crise économique mondiale sur la coopération au développement*

- Les stratégies actuelles de financement devraient être réévaluées dans leur globalité, devenir plus créatives et explorer de nouvelles sources de financement tout en regardant qui sont les bailleurs;
- Il convient d'examiner les partenariats ou alliances possibles avec des organisations qui partagent nos valeurs afin de faciliter l'accès aux fonds.

2^e partie: *Unité des syndicats d'enseignant(e)s*

- Le retour à une véritable culture syndicale s'avère nécessaire pour remédier à la fragmentation;
- L'IE devrait aider ses organisations membres à se construire sur la base de vraies valeurs syndicales et prester des services à ses membres
- L'IE devrait inciter les syndicats à lancer des actions, des programmes et des campagnes communs (ex. JME, SMA);
- Les organisations membres devraient être incitées à fusionner ou à former des fédérations ou des plateformes unies;
- Le dialogue intersyndical devrait être encouragé;
- L'IE devrait procéder à une analyse exhaustive de la situation, qui serait discutée périodiquement par le Bureau exécutif.

3^e partie: *Coopération Sud-Sud pour le renforcement des compétences*

- Le débat relatif à la coopération Sud-Sud devrait être poursuivi lors de la prochaine réunion CD.

4^e partie: *CD et recherche*

- Il faudrait davantage rapprocher la recherche du travail de CD, mais il reste à déterminer comment le faire exactement.

5^e partie: *Planification stratégique*

- La planification stratégique est essentielle mais quantité d'autres éléments doivent être pris en considération.

Les dates suivantes sont proposées pour la réunion CD de l'année prochaine: **19-20 novembre 2013**.



Enfin, les participant(e)s sont invité(e)s à rejoindre le groupe de planification qui préparera la réunion de l'année prochaine. **Astrid Thomassen** (UEN/Norvège), **Richard Langlois** (CSQ/Canada), **Trudy Kerperien** (AOB/Pays-Bas), **Henrik Herber** (Läraryörbundet/Suède), **Combertty Rodriguez**, **Assibi Napoe**, **Shashi Bala Sing**, **Delphine Sanglan** et **Nicolás Richards** ont exprimé leur intérêt pour le groupe de planification.

Liste des participant(e)s

Organisations membres

Tore ASMUSSEN, DLF/Danemark
Lajla BLOM, UEN/Norvège
Manfred BRINKMANN, GEW/Allemagne
Morten, BRYNSKOV, BUPL/Danemark
Martin CARLSTEDT, Lärarförbundet/Suède
Joelle CASA, FLC-CGIL/Italie
Pam COLLINS, NUT/Royaume-Uni
Ingrid CONVERY, UEN/Norvège
Fatíma DA SILVA, CNTE/Brésil
Alex DAVIDSON, FCE/Canada
Eva ELMSTED Frisk, Lärarförbundet/Suède
Paula ENGWALL, Lärarförbundet/Suède
Ina ERIKSON, Lärarförbundet/Suède
Roger FERRARI, SNES-FSU/France
Pedro GONZÁLEZ LÓPEZ, FE.CC.OO/Espagne
Rune FIMREITE, Lärarförbundet/Suède
Yam FRIMPONG, Lärarförbundet/Suède
Henrik HERBER, Lärarförbundet/Suède
Halids HOLST, UEN/Norvège
Patricia KEEFER, AFT/USA
Trudy KERPERIEN, AOb/Pays-Bas
Richard LANGLOIS, CSQ/Canada
Florian LASCROUX, SNES-FSU/France
Abdulah MUHSIN, NASUWT/Royaume-Uni
Hildegunn OYE, UEN/Norvège
Eduardo PEREYRA, CTERA/Argentine
David ROBINSON, CAUT/Canada
María Luisa SANCHEZ SIMON,
FE.CC.OO/Espagne
Ritva SEMI, OAJ/Finlande
Ribka SIBHATU, FLC-CGIL/Italie
Flemming SORENSEN, DLF/Danemark
Astrid THOMASSEN, UEN/Norvège
Carmen VIETES CONDE, FETE-UGT/Espagne
Jens VRÅ-JENSEN, DM/Danemark
Chris WEAVERS, NASUWT/Royaume-Uni

EI

Virginia ALBERT, Caraïbes
Shashi BALA SINGH, Asie-Pacifique
Gabriella BONILLA, Amérique latine
Agnes BREDA, Consultante
Nadine CHALHOUB, Bureau sous-régional,
Pays arabes
David DORN, Consultant Senior du Secrétaire
général
Huda KHOURY, Bureau sous-régional, Pays
Arabes
Fred van LEEUWEN, Secrétaire général
Charlie LENNON, Secrétaire général adjoint
Aloysius MATHEWS, Asie-Pacifique
Assibi NAPOE, Afrique
Anawi PEDI, Afrique
Nicolás RICHARDS, Unité des Programmes de
Solidarité et Développement
Combertty RODRIGUEZ, Amérique latine
Delphine SANGLAN, Unité des Programmes de
Solidarité et Développement

Ordre du jour

Internationale de l'Éducation
Réunion annuelle de coopération au développement
Bruxelles, 12-14 novembre 2012
ITUH 1^{er} étage, Salle B

Lundi, 12 novembre

14.00 – 14.30 **Mot d'accueil et présentations**

1ère partie

14.30 – 16.00 **Impact de la crise économique mondiale sur la coopération au développement**

- Discussion générale
- Situation de l'éducation, du mouvement syndical et de la coopération au développement dans le contexte mondial actuel
- Définition de stratégies en réponse à la situation

16.00 – 16.30 **Pause café**

2e partie

16.30 - 18.00 **Unité des syndicats d'enseignant(e)s**

Débat avec les coordinatrices régionales en chef des Bureaux régionaux pour l'Afrique et l'Asie de l'IE et quelques partenaires choisi(e)s de CD.

- Comment lutter contre la fragmentation des syndicats et les syndicats mis en place par les gouvernements en vue d'affaiblir le mouvement syndical?
- Que pourrions-nous faire pour faciliter la réconciliation entre les syndicats dissidents et les affiliés existants de l'IE?
- Quel type de solutions pourrions-nous envisager pour rassembler les petits syndicats afin qu'ils deviennent plus grands et plus forts (campagnes conjointes, fédération, etc.) pour parler d'une même voix au niveau national?

19.00 **Dîner en groupe**

*Mardi, 13 novembre**3e partie*

09.00 - 10.30 **Coopération Sud-Sud pour le renforcement des compétences**

Débat avec des représentant(e)s choisi(e)s

- Processus de coopération Sud-Sud
- De l'importance pour les syndicats de soutenir la coopération Sud-Sud
- Comment renforcer la coopération Sud-Sud au niveau régional?
- Quel rôle les partenaires de CD jouent-ils?

10.30 – 11.00 **Pause café**

4^e partie**11.00 – 12.30 CD et recherche**

- Comment créer une culture syndicale de recherche?
- Défense nationale des intérêts basée sur les études
- La recherche en tant qu'outil des syndicats nationaux: banques de données, indicateurs et données de base et de comparaison en matière de CD

12.30 – 14.00 Déjeuner**5^e partie****14.00 – 15.30 Planification stratégique**

Présentation et exercice animé par une personne extérieure

- Comment promouvoir de façon optimale l'idée d'une planification stratégique, politique et du développement parmi les partenaires dans les régions?
- Comment former les syndicats bénéficiaires à la planification stratégique et du développement et comment en faire une composante plus naturelle des processus de CD?

15.30 – 16.00 Pause café**6^e partie****16.00 – 17.00 Clôture**

- Recommandations pour l'année prochaine
- Détermination des dates de la prochaine réunion CD et de la composition du Groupe de planification
- Conclusions